

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du lundi 25 septembre 2023

Membres en exercice : 26
Présents : 22
Procuration(s) : 2
Absent(s) : 2
Nombres de votants : 24
Votes pour : 24
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mardi 12 septembre 2023

DELIBERATION N°DL_AP2023_0182

Relative à l'autorisation donnée au Président pour signer la convention financière 2023 portant recettes supplémentaires du Pacte Ultramarin d'Investissement dans les Compétences pour son année de prorogation 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-cinq septembre, à 08h30, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Nadjima SAID, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC

Conseillers départementaux représentés :

Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Saindou ATTOUMANI donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI

Conseillers départementaux absents :

Monsieur Nadjayedine SIDI, Madame Zaounaki SAINDOU

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** Le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;
- Vu** la délibération n° DL_AP2021_0197 du 1^{er} juillet 2021 portant élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu** la délibération N°DL_AP2023_0040 du jeudi 13 avril 2023 relative à l'adoption du Budget primitif 2023 du Conseil départemental et du STM ;
- Vu** la délibération N°DL-CP2020-0324 du 25 novembre 2020 relative à l'autorisation donnée au Président pour signer l'avenant à la convention du Pacte Ultramarin d'Investissement dans les Compétences (PUIC) 2019- 2022 ;
- Vu** la circulaire n°5990/SG du 3 janvier 2018 relative à la mise en œuvre du Grand plan d'investissement ;

- Vu** le Pacte ultramarin d'investissement dans les compétences 2019-2022 de Mayotte du 23 avril 2019 ;
- Vu** la délibération du Conseil départemental en date 9 avril 2019 autorisant le Président du Conseil départemental à signer le pacte ultramarin d'investissement dans les compétences 2019-2022 de Mayotte ;
- Vu** l'avis du Comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles en date du 5 avril 2019 relatif au Pacte ultramarin d'investissement dans les compétences 2019-2022 de Mayotte ;
- Vu** la délibération N° DL-CP2022-0208 relative à l'autorisation donnée au Président pour signer l'avenant N°2 à la convention du Pacte Ultramarin d'Investissement dans les Compétences (PUIC) 2019- 2022 ;
- Vu** le rapport relatif à l'autorisation donnée au Président pour signer la convention financière 2023 portant recettes supplémentaires du Pacte Ultramarin d'Investissement dans les Compétences pour son année de prorogation 2023 ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_0197 en date du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** le rapport n°2023-001937 de Monsieur le Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu** l'avis de la commission réunie du 21 septembre 2023 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil Départemental,

DECIDE

- Article 1 :** De proroger d'une année supplémentaire la durée de validité du Pacte ultramarin d'investissement dans les compétences (PUIC) 2019-2022 avec une nouvelle date de fin de contrat fixé au 31 décembre 2023 ;
- Article 2 :** De valider la convention financière 2023 portant recettes supplémentaires du Pacte Ultramarin d'Investissement dans les Compétences pour son année de prorogation 2023 ;
- Article 3 :** **De fixer la contribution financière additionnelle de l'Etat au titre de cette année de prorogation, à un montant de 12 900 000 € (Douze millions neuf cent mille euros) réparti comme suit :**
- 5 900 000 € au titre du montant de dotation normal de l'année 2023 de prorogation
 - 7 000 000 € au titre d'une dotation exceptionnelle pour cette même année de prorogation (notification jointe à la présente délibération)
- Article 4 :** D'attribuer à Pole Emploi Mayotte une subvention de **2 000 000 € (Deux millions d'euros)** pour la mise en œuvre des parcours de formation supplémentaires relevant, de manière fongible, **aux axes 1 et 2 du PUIC année 2023 ;**
- Article 5 :** D'attribuer au CARIF OREF une subvention complémentaire de **459 312 € (Quatre cent cinquante-neuf trois cent douze euros)** pour la mise en œuvre des actions qui lui sont confiées au titre de l'axe 1 du Pacte ultramarin d'investissement dans les compétences (PUIC) **pour l'année 2023 ;**

C'est une attribution en déduction de la subvention déjà attribuée par délibération N° DL-CP2023-0115 du 6 juin 2023 (Soit 2 000 000 € - 1 540 688 € = 459 312 €) ;

- Article 6 :** D'attribuer à LAREFORM Pro de Mayotte **une subvention maximale de 6 000 000 € (Six Millions d'euros)** pour la mise en œuvre du dispositif Aide individuel pour l'emploi (AIE) dans le cadre du PUIC année 2023 ;
- Article 7 :** D'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer la convention financière afférente, ainsi que l'ensemble des autres conventions, actes, et procédures, nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;
- Article 8 :** En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental





**PRÉFET
DE MAYOTTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**INVESTIR
DANS VOS
COMPÉTENCES**



CONVENTION FINANCIÈRE ANNUELLE - ANNEE 2023
Pacte ultramarin d'investissement dans les compétences 2019-2023

Département de Mayotte

ENTRE

L'État représenté par Monsieur Thierry SUQUET, préfet de Mayotte, délégué du gouvernement,

Ci-après désigné « l'État »,

ET

Le Conseil Départemental de Mayotte, ci-après dénommé « **le Département de Mayotte** »,
représenté par Monsieur Ben Issa OUSSANI, président du Conseil Départemental ;

Vu la loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, ~~modifiée~~,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.4221-1 et suivants,
Vu le Code du travail et notamment les articles L.6121-1 et suivants,
Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,
Vu la loi n°2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi,
Vu la loi n°2008-758 du 1^{er} août 2008 relative aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi,
Vu la loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale,
Vu la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel,
Vu la loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 modifiée relative aux lois de finances,
Vu le décret 2005-1429 du 18 novembre 2005 modifié relatif aux missions, à l'organisation et aux emplois de direction des services de contrôle budgétaire et comptable ministériel,
Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment son article 105,
Vu le décret n°2012-1247 du 7 novembre 2012 portant adaptation de divers textes aux nouvelles règles de la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu les décrets n° 2017-772 du 4 mai 2017, n° 2019-1386 du 17 décembre 2019 et de l'arrêté du 19 mai 2020 modifiant l'arrêté du 11 octobre 2019 relatif à la mise en œuvre du traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Système d'information du compte personnel de formation »,
Vu l'arrêté du 26 décembre 2013 relatif au cadre de la gestion budgétaire et au contrôle budgétaire des ministères des affaires sociales et de la santé, du travail et de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative pris en application de l'article 105 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu la circulaire n°5990/SG du 3 janvier 2018 relative à la mise en œuvre du Grand plan d'investissement,
Vu le programme 103 Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi,
Vu l'avis favorable du contrôleur budgétaire régional le 29 mars 2023 sur le programme 103 « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi »,
Vu le Pacte ultramarin d'investissement dans les compétences 2019-2022 de Mayotte signé le 23 avril 2019,
Vu l'avenant n°1 au Pacte ultramarin d'Investissement dans les compétences 2019-2022 (PUIC) en date du 8 février 2021,
Vu l'avenant n°2 au Pacte ultramarin d'Investissement dans les compétences 2019-2023 (PUIC) en date du 28 novembre 2022 prévoyant, aux termes de son article 6 la prorogation des engagements conclus au titre du Pacte ultramarin,
Vu l'avis du CBR en date du ,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

Préambule

Le plan d'investissement dans les compétences vise une logique de transformation, portée dans son volet régional par la mobilisation conjuguée de l'Etat et du Département de Mayotte, permettant à la fois :

1. D'accompagner et de former vers l'emploi un million de jeunes et un million de personnes à la recherche d'un emploi peu ou pas qualifiées, notamment les personnes résidant en QPV, dans les territoires ruraux et les personnes en situation de handicap ;
2. D'accélérer la transformation des commandes de formation pour répondre aux besoins des entreprises et des actifs privés d'emploi du territoire, grâce à des approches innovantes, agiles et prospectives.

L'approche pluriannuelle du plan d'investissement dans les compétences, en rupture avec les plans précédents, permet, pour réussir cette transformation, de penser autrement les investissements. Elle offre l'occasion de mieux documenter les pratiques, de capitaliser les expériences et d'en partager les analyses, de programmer la formation des acteurs pour réussir la conduite du changement et d'engager, au-delà du plan lui-même, une démarche vertueuse d'amélioration continue.

Les pactes ultramarins pluriannuels d'investissement dans les compétences traduisent les ambitions du plan d'investissement dans les compétences, au cours des années 2019-2023, en tenant compte des spécificités de chaque territoire, de la nature du marché du travail et des réalisations déjà conduites. Ces Pactes permettent de démultiplier et d'amplifier les initiatives locales, porteuses de résultats, au profit des publics visés par le plan d'investissement dans les compétences et de les transformer pour prendre en compte les besoins des entreprises et des personnes privées d'emploi du territoire. De plus, l'investissement exceptionnel de l'Etat permet aux collectivités d'outre-mer d'engager des actions nouvelles et des expérimentations.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention définit, d'une part, la nature des engagements annuels des parties dont les engagements financiers de chaque partie et, d'autre part, les modalités d'allocation du concours financier de l'Etat au Département de Mayotte pour l'année 2023, au titre des engagements contractualisés du pacte ultramarin pluriannuel d'investissement dans les compétences, signé le 23 avril 2019 et de son avenant signé le 28 novembre 2022.

Article 2 : Public cible des mesures

Cet article précise les publics concernés par les actions et financements détaillés aux articles 4 et 5.

Concernant la contribution de l'Etat au titre de la dépense additionnelle du Département de Mayotte pour la formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi telle que définie à l'article 4, les publics ciblés sont les personnes en recherche d'emploi disposant d'un niveau de qualification inférieur au niveau V.

Article 3 : Engagements des parties

3.1 Engagements du Département

Au titre de l'année 2023, la Département de Mayotte s'engage à :

- affecter, *a minima*, des dépenses au titre de la formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi, dans le cadre de son effort propre (socle de dépenses), correspondant à 11 738 051 euros, tel que défini par le Pacte régional d'investissement dans les compétences signé le 23 avril 2019 ;
- faire progresser le nombre de personnes accueillies en formation au regard du nombre d'entrées en formation constatées en 2017 pour les entrées en formation des personnes en recherche d'emploi, tenant compte d'un objectif d'entrées relatif au socle de 1177, pour une cible d'entrées additionnelles de 1476 ;

se décomposant comme suit :

Socle Région	1177
<i>dont délégation à Pôle emploi</i>	277
Pacte Région	1476
<i>dont délégation à Pôle emploi</i>	263

- mettre en œuvre les engagements contractualisés du Pacte régional d'investissement dans les compétences signé le 23 avril 2019 et de son avenant signé le 28 novembre 2022 au titre de l'année 2023 ;

- respecter la répartition entre les différents axes d'intervention sur la durée du pacte, dans les conditions définies dans le Pacte ultramarin d'investissement dans les compétences. Prenant acte des récentes évolutions économiques et de l'avenant signé le 8 février 2021, une modulation de plus ou moins 5 points pour les axes I et II et de plus ou moins 3 points pour l'axe III est admise et s'apprécie sur la durée du Pacte.

Les pourcentages s'appliquent aux dépenses annuelles prévues, déduction faite des sommes dédiées aux frais de gestion (article 5) ;

- concernant les systèmes d'informations, poursuivre les travaux d'accrochage à Agora et finaliser l'ensemble des livraisons attendues et la transmission de données de qualité, telles que précisées dans l'annexe 1 de la présente convention.

3.2 Engagements de l'État

Au titre de l'année 2023, l'État s'engage à :

- Mettre en œuvre les engagements contractualisés du Pacte ultramarin d'investissement dans les compétences signé le 23 avril 2019 au titre de l'année 2023 et de son avenant signé le 28 novembre 2022 ;
- Ouvrir un cadre de revoyure mi-2023 afin d'anticiper le degré d'atteinte des objectifs en fin d'année civile et de permettre, le cas échéant, de négocier une évolution dans la mise en œuvre, rendue nécessaire par une évolution du contexte ;
- Associer le Département de Mayotte dans la construction et la définition du prochain cadre de négociation succédant au Plan d'investissement dans les compétences dans son format actuel.

Au titre de l'année 2023, la contribution financière de l'État est au maximum de 12 900 000 euros.

Cette enveloppe comprend la contribution financière de l'Etat au titre de la dépense additionnelle du Département de Mayotte pour la formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi, telle que définie à l'article 4, soit un maximum de 12 900 000 € répartis comme suit :

- la dotation déléguée au Département telle que définie à l'article 4. Celle-ci prend en compte les deux catégories de public-cible définies à l'article 2,
- la contribution financière de l'Etat au titre des frais de gestions définie à l'article 5.

La contribution financière de l'État, intervient en additionnalité des dépenses propres réalisées par le Département de Mayotte au titre de la formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi en 2023, déterminées conformément à l'article 3 et estimées à 11 738 051€.

Article 4 : La détermination du montant de la contribution financière de l'Etat au titre de la dépense additionnelle du Département de Mayotte pour la formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi

Les dépenses éligibles font référence aux engagements (Programmation Pacte 2023) listés à l'article 3.1. Le montant de la contribution financière de l'État maximum au titre de la dépense additionnelle du Département de Mayotte pour la formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi correspond à la dépense additionnelle du Département de Mayotte au titre du Pacte 2023, à laquelle il conviendra d'ajouter les dépenses au titre de l'article 5.

La dépense additionnelle du Département de Mayotte au titre du Pacte 2023 sera déterminée au vu des dépenses constatées aux comptes administratifs 2023, 2024 et 2025 liées aux entrées en formation de personnes en recherche d'emploi en 2023 et rattachées aux autorisations d'engagement 2023, desquelles seront défalquées :

- Les autres dépenses réalisées au titre de la formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi pour chaque année, qui ne relèvent pas de l'effort propre du Département de Mayotte, à l'exclusion de celles réalisées dans le cadre de l'exécution du pacte ultramarin d'investissement dans les compétences 2023 du Département de Mayotte ;
- Les dépenses au titre de la formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi, dans le cadre de l'effort propre du Département de Mayotte tel que défini à l'article 3.1 ;
- Les dépenses au titre de la formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi, dans le cadre de la convention financière 2019 du Pacte ;
- Les dépenses au titre de la formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi, dans le cadre de la convention financière 2020 du Pacte ;
- Les dépenses au titre de la formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi, dans le cadre de la convention financière 2021 du Pacte ;
- Les dépenses au titre de la formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi, dans le cadre de la convention financière 2022 du Pacte, notamment les dépenses relatives aux entrées en formation 2022 et 2023 prévues dans le cadre du plan de réduction des tensions de recrutement.

4.1 Premier versement au Département de Mayotte

À la notification de la présente convention, l'État procède à un premier versement au Département de Mayotte de 40 % du montant total de sa contribution financière maximum au titre de la dépense additionnelle du Département de Mayotte pour la formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi défini à l'article 3.2, soit 5 160 000€. Ce montant inclut les frais de gestion prévus à l'article 5.

4.2 Deuxième versement au Département de Mayotte

L'État procède à un deuxième versement au Département de Mayotte de 40 % du montant total de la contribution financière au titre de la dépense additionnelle du Département de Mayotte pour la formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi défini à l'article 3.2, sous réserve que la dépense additionnelle du Département de Mayotte au titre du Pacte 2023, telle que définie à l'article 4 et constatée au compte administratif 2023 dans les conditions prévues à l'article 4.6, soit supérieure ou égale au montant du premier versement retraits des dépenses au titre de l'article 5.

A défaut, le montant du deuxième versement sera minoré de la différence entre le montant du premier versement reçu retraits des dépenses au titre de l'article 5 et le montant de la dépense additionnelle de du Département de Mayotte au titre du Pacte 2023, telle que définie à l'article 4 et constatée au compte administratif 2023 dans les conditions prévues à l'article 4.6.

La somme du premier et du deuxième versement ne peut excéder 80% de la contribution maximum de l'Etat au titre de la dépense additionnelle de la région pour la formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi définie à l'article 3.2.

Ce deuxième versement potentiel est effectué au plus tard le 31 décembre 2024, sous réserve :

- de la transmission par le Département de Mayotte au préfet de l'extrait de son compte administratif de l'année 2023 attestant des mandatement pour la formation des personnes en recherche d'emploi ;
- de la transmission des pièces justificatives des dépenses au titre de l'article 5 ;
- du respect des engagements prévus à l'article 3.1.

4.3 Troisième versement au Département de Mayotte

L'État procède à un troisième versement au Département de Mayotte de 10 % du montant total de la contribution financière au titre de la dépense additionnelle du Département de Mayotte pour la formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi défini à l'article 3.2, sous réserve que la dépense additionnelle du Département de Mayotte au titre du Pacte 2023, telle que définie à l'article 5 et constatée

aux comptes administratifs 2023 et 2024 dans les conditions prévues à l'article 4.6, soit supérieure ou égale à la somme des deux premiers versements retraits des dépenses au titre de l'article 5.

À défaut, le montant du troisième versement sera minoré de la différence entre la somme des deux premiers versements reçus retraits des dépenses au titre de l'article 5 et le montant de la dépense additionnelle du Département de Mayotte au titre de la dépense additionnelle du Département de Mayotte pour la formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi du Pacte 2023, telle que définie à l'article 5 et constatée aux comptes administratifs 2023 et 2024 dans les conditions prévues à l'article 4.6.

La somme des trois versements ne peut excéder 90% de la contribution maximum de l'Etat au titre de la dépense additionnelle du Département de Mayotte pour la formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi du Pacte 2023 définie à l'article 3.2.

Ce troisième versement potentiel est effectué au plus tard le 30 septembre 2025, sous réserve :

- de la transmission par le Département de Mayotte au préfet de l'extrait de son compte administratif des années 2023 et 2024 attestant des mandatements pour la formation des personnes en recherche d'emploi ;
- de la transmission des pièces justificatives des dépenses au titre de l'article 5 ;
- du respect des engagements prévus à l'article 3.1.

4.4 Quatrième versement au Département de Mayotte

L'Etat procède à un quatrième versement au Département de Mayotte de 5 % du montant total de la contribution financière au titre de la dépense additionnelle du Département de Mayotte pour la formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi défini à l'article 3.2, sous réserve que la dépense additionnelle du Département de Mayotte au titre du Pacte 2023, telle que définie à l'article 5 et constatée aux comptes administratifs 2023, 2024 et 2025 dans les conditions prévues à l'article 4.6, soit supérieure ou égale à la somme des trois premiers versements retraits des dépenses au titre de l'article 5.

À défaut, le montant du quatrième versement sera minoré de la différence entre la somme des trois premiers versements reçus retraits des dépenses au titre de l'article 5 et le montant de la dépense additionnelle du Département de Mayotte au titre de la dépense additionnelle du Département de Mayotte pour la formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi du Pacte 2023, telle que définie à l'article 5 et constatée aux comptes administratifs 2023, 2024 et 2025 dans les conditions prévues à l'article 4.6.

La somme des trois versements ne peut excéder 90% de la contribution maximum de l'Etat au titre de la dépense additionnelle du Département de Mayotte pour la formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi du Pacte 2023 définie à l'article 3.2.

Ce troisième versement potentiel est effectué au plus tard le 30 septembre 2026, sous réserve :

- de la transmission par le Département de Mayotte au préfet de l'extrait de son compte administratif des années 2023, 2024 et 2025 attestant des mandatements pour la formation des personnes en recherche d'emploi ;
- de la transmission des pièces justificatives des dépenses au titre de l'article 5 ;
- du respect des engagements prévus à l'article 3.1.

4.5 Solde de la convention

L'Etat procède au versement du solde au Département de Mayotte, au plus tard le 30 septembre 2027, sous réserve de la transmission par le Département de Mayotte au préfet des comptes administratifs 2026 certifiés par le comptable public.

Le solde est calculé comme suit :

$$\text{Solde} = \text{Montant total de la contribution financière due par l'État tel que défini à l'article 3 - 1}^{\text{er}} \text{ versement} - 2^{\text{ème}} \text{ versement} - 3^{\text{ème}} \text{ versement} - 4^{\text{ème}} \text{ versement}$$

La somme de l'ensemble des versements de l'État au Département de Mayotte effectués dans le cadre de la présente convention ne peut excéder le montant de la contribution financière maximum de l'État au titre de la dépense additionnelle du Département de Mayotte pour la formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi défini à l'article 3.2 de la présente convention.

4.6 Pièces produites par le Département de Mayotte à l'appui des versements

Le Département de Mayotte produira :

- les délibérations d'engagement (délibération initiale et suivantes) des crédits et les états de réservation de crédits ;
- les montants réalisés aux comptes administratifs concernés au titre du socle et au titre du Pacte 2023 (dépenses 2023, 2024, 2025 et 2026 rattachées aux autorisations d'engagement 2023) ;
- au titre de chaque année concernée, un état des crédits budgétaires inscrits en lien avec la présente convention et les niveaux de réalisations des actions menées au 31 décembre de chaque année considérée ;
- L'état des dépenses mandatées au titre des frais de gestion déclinés par nature de dépenses (prestations extérieures, ETP dédiés).
- les tableaux récapitulatifs des actions de formation professionnelle pour les personnes en recherche d'emploi avec statut de stagiaires de la formation professionnelle, avec le nombre de stagiaires, la durée, l'organisme de formation, le coût de la formation, pour la période comprise entre le troisième versement et la demande de solde de la convention.

4.7 Reversement de la dotation financière versée par l'Etat

Si la somme des trois versements est supérieure au montant total de la contribution financière due par l'État au titre de la dépense additionnelle du Département de Mayotte pour la formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi tel que défini à l'article 4 et établie sur le fondement des comptes administratifs 2023, 2024, 2025 et 2026, le Département de Mayotte procède à un reversement des sommes indument perçues selon les procédures budgétaires et comptables en vigueur.

Article 5 : Norme des frais de gestion financés par l'enveloppe du Pacte

La mise en œuvre des Pactes représente un exercice additionnel non négligeable pour le Département de Mayotte qui va engendrer des frais de gestion supplémentaires. La contribution de l'Etat au financement des frais de gestion est comprise dans l'enveloppe globale allouée au Département de Mayotte.

Les frais de gestion couvrent :

- Les ETP supplémentaires affectés au sein du Conseil Départemental (ou autre entité, comme le Carif-Oref ou Pôle Emploi) pour la mise en œuvre du Pacte ultramarin ; incluant, le cas échéant, un/plusieurs ETP dédiés spécifiquement à la remontée des données Agora ;
- L'ensemble des autres prestations extérieures liées aux frais de gestion (ex : assistance à maîtrise d'ouvrage, expertise juridique).

Le montant plafond de ces frais de gestion pour le Département de Mayotte en 2023 est de 411 140€.

Article 6 : Imputation financière

Le concours financier de l'État est imputé sur le programme 0103 « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » - code activité 010300000622.

Les sommes sont versées au Département de Mayotte selon les modalités et conditions précisées ci-après, au titre de la mise en œuvre des engagements contractualisés du pacte signé le 23 avril 2019.

Les sommes seront versées au compte ouvert :
Au nom de : PAIERIE DEPARTEMENTALE DE MAYOTTE
Auprès de la banque : BANQUE DE FRANCE
Sous les coordonnées suivantes :
RIB : 30001 00064 4J030000000 24
IBAN : FR88 3000 1000 644J 0300 0000 024

L'ordonnateur de la dépense est le préfet de Mayotte.

Le comptable assignataire de la dépense est le directeur des finances publiques du Département de Mayotte.

Article 7 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature et prend fin au terme des règlements des soldes prévus aux articles 4.5, ou, le cas échéant, au terme de la mise en œuvre de la ou des procédures de reversement telles que définies aux articles 4.7.

Article 8 : Communication sur la participation de l'Etat

Engagé dans la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et dans la lutte contre les discriminations, l'Etat veille au respect de ces principes dans les actions qu'il soutient.

Le bénéficiaire s'engage à indiquer, de façon lisible et explicite, la participation de l'Etat à la réalisation de l'opération par une publicité appropriée, conforme au logo fourni par la préfecture, sur tous les supports de communication et d'information du public imprimés, électroniques, lors des réunions publiques et à l'occasion des relations avec la presse.

Article 9 : Contrôle de l'administration

Les contrôles administratifs et financiers portant sur l'utilisation des sommes attribuées en application de la présente convention sont assurés, au nom de l'Etat, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables aux organismes ou établissements bénéficiaires de l'aide financière de l'Etat, par toute autorité qualifiée et habilitée par le préfet pour exercer ces contrôles.

Le Département de Mayotte s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'administration notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

En cas d'inexécution totale ou partielle de la présente convention, l'Etat peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant des aides ou exiger le reversement au Trésor de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 10 : Modification de la convention

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant établi à l'initiative de l'Etat ou sur demande écrite du Département de Mayotte.

Ledit avenant sera conclu dans les mêmes formes et conditions que la présente convention.

Il n'est pas possible d'introduire des modifications à la présente convention ayant pour effet de remettre en cause l'objet ou la finalité du pacte ultramarin d'investissement dans les compétences.

Article 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect des obligations réciproques inscrites dans la présente convention aux articles 3.1 et 3.2, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception.

Article 12 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Mamoudzou.

Fait à Mamoudzou le

Le Préfet de Mayotte,
Délégué du Gouvernement

Le Président du
Conseil Département de Mayotte

Thierry SUQUET

Ben Issa OUSSENI

Annexe 1

Le SI du Département de Mayotte sera considéré comme définitivement accroché au SI CPF Agora, dans le cadre des obligations portées par l'article 81 de la loi du 8 août 2016, lorsque l'ensemble des informations relatives aux formations financées par le Département de Mayotte seront régulièrement transmises à celui-ci, conformément aux obligations portées par les décrets n° 2017-772 du 4 mai 2017, n° 2019-1386 du 17 décembre 2019 et de l'arrêté du 19 mai 2020 modifiant l'arrêté du 11 octobre 2019 relatif à la mise en œuvre du traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Système d'information du compte personnel de formation ».

Toutefois, pour apprécier la bonne avancée de la mise en œuvre de ces obligations, l'Etat prendra en compte deux types de conditions : d'une part, l'utilisation de tout ou partie des webservices mis à disposition et d'autre part, le premier périmètre des actions de formation exigées.

Le Département de Mayotte satisfera à ses obligations :

- quand son système d'information aura effectué, régulièrement et en masse, de la transmission et de la consultation d'informations au moyen des méthodes de gestion suivantes des dossiers de formation d'un titulaire :
 1. Créer un dossier de formation d'un titulaire
 2. Valider un dossier de formation d'un titulaire
 3. Entrée en formation
 4. Rechercher les dossiers de formation d'un titulaire
 5. Rechercher un dossier de formation par identifiant de dossier
- lorsque les données transmises correspondront à l'ensemble du périmètre des dossiers de formation des personnes sans emploi financées par le Département de Mayotte, à l'exception des dossiers relatifs aux personnes :
 - ne possédant pas de NIR ;
 - en Centre de Réadaptation Professionnelle ;
 - sous-main de justice.

L'ensemble du périmètre pourra notamment être apprécié en comparaison avec les données recueillies dans BREST.

- lorsque ces données seront complètes et de qualité, y compris sur le champ des formations sanitaires et sociales, au regard des informations précisées dans le dictionnaire de données publié dans l'arrêté susnommé.



**MINISTÈRE
DU TRAVAIL,
DU PLEIN EMPLOI
ET DE L'INSERTION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Délégation générale
à l'emploi et à la
formation professionnelle**

DEPARTEMENT DE LA STRATEGIE

Paris, le 23 août 2023

Affaire suivie par : Steven JOSEPH
Mél : steven.joseph@emploi.gouv.fr
Téléphone : 07 61 33 60 38

OBJET : Notification des crédits Mayotte au titre du Pacte 2023

Dans la continuité des dispositions prévues par l'avenant n°2 du Pacte ultramarin d'investissement dans les compétences en date du 28 novembre 2022, il est proposé de proroger en 2023 les engagements réciproques entre l'Etat et le Conseil départemental de Mayotte conclus au titre du Pacte ultramarin mahorais.

A ce titre, par ce présent courrier, veuillez bien prendre connaissance de la contribution de l'Etat prévue pour la mise en œuvre du Pacte régionale d'investissement mahorais au titre de l'exercice 2023.

Le montant additionnel de l'Etat, au titre de cette prorogation, est de 12,9 millions d'euros pour l'ensemble du territoire de Mayotte.

Il est proposé que ce montant soit réparti selon les destinations suivantes :

- Frais de gestion : 412 000 €,
- Axe 1 : 2 000 000 €,
- Axe 2 : 9 913 000 €,
- Axe 3 : 300 000 €,
- Axe transverse + SI : 275 000 €.

Les projets suivants seront particulièrement financés :

- Axe 1 : formation à l'acquisition des savoirs de base, couplée à un métier (formation couplée) et formation cléA et cléA Numérique,
- Axe 2 : formations nécessaires dans le cadre des projets structurants du territoire (développement du port et de l'aéroport, développement des établissements médico-sociaux) et des réponses immédiates aux besoins en compétences des entreprises,
- Axe 3 : mise en œuvre de l'AFEST,
- Axe transverse : accompagnement des acteurs de la formation professionnelle.

S'agissant de l'axe 2, il conviendra de préciser dans l'enveloppe allouée de 9 913 000 € la destination notamment à l'égard des 3 actions d'accompagnement du projet Gazier, de formation de personnels du secteur sanitaire et social et d'aides individuelles vers l'emploi.

En somme, si cette répartition vous convient, elle fera l'objet d'une formalisation dans le cadre d'une convention financière.

Annexe : Synthèse de la répartition des dépenses

PUIC - BESOINS DE CREDITS 2023

Demandeur	Intitulé projet	Année 2023				
		Axe 1	Axe 2	Axe 3	Axe transverse	Frais de gestion
Carif Oref	Certification CléA et CléA numérique	2 000 000 €				
	Frais de gestion					67 607 €
CD	Projet Gazier Sanitaire et social AIE		9 913 000 €			
	Evolution SI régional				275 000 €	
	Frais de gestion					344 393 €
DEETS	Recueil besoins en compétences					
	Projet expérimental AFEST			300 000 €		
TOTAL		2 000 000 €	9 913 000 €	300 000 €	275 000 €	412 000 €
TOTAL GENERAL		12 900 000 €				